

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG33/4/Add.1

WT/REG41/4/Add.1

WT/REG42/4/Add.1

20 avril 1998

(98-1551)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE ENTRE
LA REPUBLIQUE TCHEQUE ET LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,
LA REPUBLIQUE SLOVAQUE ET LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,
ET LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE ET LA
REPUBLIQUE DE BULGARIE

Questions et réponses

Addendum

Le présent document reproduit les questions additionnelles adressées aux Parties à ces trois accords et les réponses fournies conjointement par elles. Les questions et réponses présentées ci-après sont structurées conformément aux documents WT/REG33/2 (République de Slovénie et République de Bulgarie), WT/REG41/2 (République tchèque et République de Bulgarie) et WT/REG42/3 (République slovaque et République de Bulgarie).

I. GENERALITES CONCERNANT L'ACCORD

3. Champ d'application

Le champ d'application de cet accord ne ressort pas clairement des renseignements fournis. Les Parties pourraient-elles indiquer clairement quelle est la portée de l'Accord, quels sont les produits exclus et ceux auxquels s'appliquent des préférences allant au-delà du traitement NPF, mais supérieurs aux droits nuls, y compris le pourcentage du commerce visé et le nombre des lignes tarifaires visées dans chaque catégorie. Prière de fournir une ventilation séparée pour le commerce des produits agricoles.

Des données statistiques seront communiquées plus tard.

Il apparaît que les droits de douane ne seront éliminés que pour certains produits inclus dans l'Accord, tandis que d'autres produits font l'objet de droits "préférentiels", c'est-à-dire inférieurs aux taux NPF, mais supérieurs aux droits nuls. L'article XXIV prévoit l'élimination des droits de douane, et pas leur réduction. Comment les Parties justifient-elles la réduction, et non l'élimination, des droits sur les échanges entre elles?

Les accords prévoient l'élimination complète d'un très grand nombre de droits visant largement l'essentiel des échanges commerciaux entre les Parties. Les Parties estiment donc que les préférences accordées au niveau zéro couvrent l'essentiel des échanges commerciaux.

De l'avis des Parties, la réduction à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur au taux nul est également incluse dans la notion de "l'essentiel des échanges commerciaux".

4. Données commerciales

Quelle proportion du commerce extérieur de chacune des Parties s'effectue-t-elle avec des partenaires préférentiels?

TABLEAU 1

Commerce extérieur préférentiel de la République de Bulgarie en 1997*
(en millions de dollars EU et en pourcentage)

	Importations		Exportations	
Total, dont:	4 762,43	100,00	4 763,3	100,00
Union européenne	1 824,4	38,3	2 130,2	44,7
AELE	86,8	1,8	44,4	0,9
République tchèque	63,0	1,3	18,6	0,4
République slovaque	20,9	0,4	14,5	0,3
Slovénie	11,3	0,2	14,0	0,3
Sous-total (commerce préférentiel)	2 000,4	42,1	2 221,7	46,6

*Données préliminaires.

TABLEAU 2

Commerce extérieur préférentiel de la République tchèque en 1997
(en millions de dollars EU et en pourcentage)

	Importations		Exportations	
Total, dont:	26 735,00	100,00	22 334,00	100,00
Union européenne	16 749,90	62,70	13 570,20	60,80
AELE	563,10	2,10	381,20	1,70
République slovaque	2 253,30	8,40	2 888,60	12,90
ALEEC	1 392,70	5,20	2 018,60	9,00
Bulgarie	22,00	0,08	60,50	0,27
Autres*	61,50	0,20	179,50	0,80
Sous-total (commerce préférentiel)	21 042,50	78,68	19 098,60	85,47

*Estonie, Lituanie, Lettonie et Etat d'Israël.

TABLEAU 3

Commerce extérieur préférentiel de la République slovaque en 1997
(en millions de dollars EU et en pourcentage)

	Importations		Exportations	
Total, dont:	10 264,40	100,00	8 792,60	100,00
Union européenne	4 054,70	39,50	3 953,20	44,96
AELE	171,10	1,67	109,20	1,24
République tchèque	2 360,09	22,99	2 343,55	26,66
ALEEC	607,25	5,92	1 061,43	12,07
Bulgarie	7,50	0,07	23,50	0,27
Autres*	33,52	0,33	52,47	0,59
Sous-total (commerce préférentiel)	7 234,16	70,48	7 543,35	85,79

*Estonie, Lituanie, Lettonie et Etat d'Israël.

TABLEAU 4

Commerce extérieur préférentiel de la Slovénie en 1997
(en millions de dollars EU et en pourcentage)

	Importations		Exportations	
Total, dont:	9 358,30	100,00	8 372,40	100,00
Union européenne	6 309,20	67,40	5 326,10	63,60
AELE	688,30	7,30	479,60	5,70
ALEEC	194,40	2,10	86,50	1,00
Bulgarie	14,90	0,16	12,60	0,15
Autres*	61,40	0,66	169,00	2,00
Sous-total (commerce préférentiel)	7 268,20	77,62	6 073,80	72,45

*Estonie, Lituanie, Lettonie et Macédoine.

Les Parties à l'Accord pourraient-elles nous fournir des données indiquant les effets de création d'échanges de l'Accord sur les pays tiers?

L'objet des accords respectifs est de renforcer les relations économiques et commerciales mutuelles et de contribuer à développer l'ensemble des échanges mondiaux. Depuis l'entrée en vigueur des accords, les échanges de chaque Partie avec les pays tiers ont augmenté.

L'examen des effets de création d'échanges d'un accord de libre-échange ne relève pas, de l'avis des Parties, de l'évaluation de la conformité aux termes de l'article XXIV:5 b).

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

1. Restrictions à l'importation

Comment les réductions des droits de douane résultant du Cycle d'Uruguay appliquées par les Parties aux accords ont-elles influé sur le niveau des préférences accordées? Le niveau des préférences baissera-t-il à la fin de la période de libéralisation ou la marge de préférence absolue sera-t-elle maintenue?

Le niveau des préférences diminuera à la fin de la période des réductions des droits de douane résultant du Cycle d'Uruguay.

Les Parties pourraient-elles faire des observations sur les mesures non tarifaires (impositions et restrictions quantitatives) qui sont appliquées aux pays tiers mais non dans le cadre de l'ALEEC?

La République tchèque, la République slovaque, la Slovénie et la Bulgarie n'appliquent pas actuellement de mesures non tarifaires (impositions et restrictions quantitatives) au commerce avec les pays tiers, autres que celles qui sont appliquées aux Parties respectives.

Les Parties peuvent-elles confirmer qu'elles n'ont pas relevé les droits de douane applicables aux pays tiers conformément à l'article XXIV:5 du GATT?

Oui. Les Parties confirment que conformément à l'article XXIV:5, elles n'ont pas relevé les droits de douane applicables aux pays tiers.

3. Règles d'origine

Les règles d'origine entre les Parties sont-elles restrictives à l'égard des pays tiers? Les Parties peuvent-elles prouver que les règles d'origine n'ont pas d'effet de restriction, de distorsion ou de désorganisation en ce qui concerne les intérêts des pays tiers en matière de commerce et d'investissement?

Existe-t-il un système de ristournes? Une règle de non-ristourne a-t-elle été adoptée? Si une règle de non-ristourne a été adoptée, cela signifie-t-il que des obstacles plus élevés sont opposés aux pays tiers?

L'objet des règles d'origine est de déterminer si un produit est admis à bénéficier d'un traitement préférentiel. Les nouvelles règles d'origine fondées sur le concept du cumul paneuropéen et appliquées entre les Parties à partir de 1997 sont même plus souples à l'égard des facteurs de production provenant d'un pays tiers et servent mieux les intérêts de la libéralisation du commerce mondial.

En conséquence, de l'avis des Parties aux accords, ces règles ne sont pas restrictives à l'égard des pays tiers.

Les Parties pourraient-elles expliquer pourquoi elles estiment que les règles d'origine ne créeront pas d'obstacles tarifaires plus élevés pour les pays tiers, en particulier eu égard aux règles relatives au cumul?

L'objet des règles d'origine est de déterminer si un produit peut être admis à bénéficier d'un traitement préférentiel. Les nouvelles règles d'origine fondées sur le concept du cumul paneuropéen

et appliquées entre les Parties à partir de 1997 sont même plus souples à l'égard des facteurs de production provenant d'un pays tiers et servent mieux les intérêts de la libéralisation du commerce mondial.

En conséquence, de l'avis des Parties aux accords, ces règles ne sont pas restrictives à l'égard des pays tiers.

4. Normes

Le régime de normes crée-t-il davantage d'obstacles au commerce ou de restrictions pour les pays tiers par rapport au traitement facilité entre les Parties?

Actuellement, le régime de normes entre les Parties est le même que celui appliqué dans les relations avec les pays tiers. Aucun obstacle au commerce ou distorsion à l'égard de pays tiers ne peut être justifié au titre des procédures de notification de projets de règlements.

Les Parties prévoient-elles de négocier des dispositions concernant les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)?

Les Parties ne sont pas encore convenues de négocier des dispositions relatives aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Toute mesure éventuelle dans ce domaine sera conforme aux principes de l'OMC.

5. Sauvegardes

En ce qui concerne les dispositions de l'Accord en matière de sauvegardes, les intérêts des pays tiers sont-ils protégés? Lorsqu'un dommage est causé par des produits originaires d'une Partie à l'Accord, les Parties imposeront-elles des sauvegardes contre les produits en provenance de pays tiers?

Les intérêts et les droits des pays tiers sont protégés car aucune mesure ne peut être prise à leur encontre sur la base d'une disposition des accords qui ne s'applique qu'aux échanges entre les Parties.

Les Parties pourraient-elles expliquer la disposition relative à l'ajustement structurel? Cette disposition a-t-elle jamais été appliquée?

L'article 28 prévoit une exemption des dispositions de l'article 3 pour une période limitée (qui peut s'étendre au maximum jusqu'à la fin de la période transitoire) dans des cas exceptionnels pour un secteur en cours de restructuration ou qui rencontre de graves difficultés, ou en ce qui concerne les industries naissantes.

L'article 28 est pleinement conforme au GATT de 1994. Il convient de rappeler qu'"un élément de préférence" mentionné à l'article 28 des accords ne serait pas créé par l'application dudit article, étant donné que la préférence elle-même aurait déjà été créée en vertu de l'article 3, conformément aux dispositions de l'article XXIV:8. En fait, les mesures exceptionnelles devront être éliminées d'ici la fin de la période de transition. Par la suite, toutes les mesures fondées sur l'article 28 cesseront de s'appliquer.

Pendant la période de transition, les mesures ne peuvent pas dépasser un certain seuil ou s'appliquer plus de cinq ans (dans ce dernier cas, l'autorisation du Comité mixte est nécessaire). Les Parties concernées peuvent demander que des consultations soient organisées dans le cadre du Comité mixte avant qu'une mesure quelconque soit prise. Toutes les mesures doivent être accompagnées d'un

calendrier pour leur élimination progressive. Les mesures ne peuvent s'appliquer à des produits bénéficiant d'une libéralisation complète depuis plus de trois ans. Enfin, il est prévu que les mesures peuvent prendre seulement la forme d'une augmentation des droits de douane et que, ce faisant, elles doivent conserver un élément de préférence pour les Parties concernées, ce qui préserve le caractère préférentiel des accords.

Il convient de noter qu'aucune mesure à l'encontre de pays tiers ne peut se fonder sur l'article 28 des accords.

Des mesures fondées sur l'article 28 n'ont pas été appliquées jusqu'ici dans le commerce entre les Parties aux accords respectifs.

Les Parties pourraient-elles expliquer comment des mesures prises à des fins de balance des paiements seraient appliquées aux autres Parties à l'Accord?

Veillez vous référer à la question II.5 (WT/REG41/4, WT/REG42/4 et WT/REG33/4).

6. Mesures antidumping et mesures compensatoires

Les Parties peuvent-elles confirmer qu'elles n'imposeront pas de mesures antidumping uniquement parce que d'autres Parties imposent des mesures antidumping à l'égard de produits d'une tierce partie?

Oui. Les Parties aux accords se sont engagées à respecter leurs obligations au titre des instruments de l'OMC relatifs aux mesures antidumping.

7. Subventions et aides gouvernementales

Les Parties pourraient-elles expliquer pourquoi ces dispositions ne s'appliquent pas au commerce des produits agricoles et des produits de la pêche? D'autres règles s'appliquent-elles à ces secteurs?

Le fait que les dispositions du paragraphe 23.1 ne s'appliquent pas aux produits agricoles et aux produits de la pêche ne signifie pas que les mesures qui pourraient être prises en vertu de l'article 23.5 ne s'appliqueraient pas aux produits agricoles.

8. Dispositions sectorielles

Les Parties pourraient-elles expliquer les règles spécifiques qui s'appliquent à l'agriculture dans le cadre de cet accord?

Veillez vous référer à la partie correspondante des documents WT/REG41/2, WT/REG42/3 et WT/REG33/2 et aux réponses aux questions correspondantes (WT/REG41/4, WT/REG42/4 et WT/REG33/4).

Une Partie quelconque aux accords applique-t-elle un traitement préférentiel bilatéral aux produits agricoles dans le cadre des contingents tarifaires NPF? Veuillez préciser comment les contingents tarifaires bilatéraux non NPF sont administrés - par type de préférence et par produit.

Aucun traitement préférentiel bilatéral des produits agricoles n'est accordé dans le cadre de contingents tarifaires NPF. En conséquence, les contingents tarifaires bilatéraux préférentiels sont appliqués par pays et par produit.

*** Une Partie quelconque à l'Accord applique-t-elle un traitement préférentiel bilatéral aux produits agricoles pour des raisons sanitaires/phytosanitaires? Veuillez donner des précisions par produit et par mesure sanitaire.**

Dans leurs échanges commerciaux réciproques, aucune des Parties n'applique un traitement préférentiel bilatéral aux produits agricoles pour des raisons sanitaires/phytosanitaires.
